



Des moyens pour vivre, MAINTENANT !

L'Intersyndicale 35 appelle à une grève massive le jeudi 5 novembre !

Les travailleurs et les travailleuses vivent un déclassement inédit. Carburant, produits alimentaires, loyers, gaz, électricité... tout augmente sauf les salaires et les pensions. Notre pays est au bord de la récession et les plans de licenciements se multiplient dans l'industrie comme dans le commerce ou les services.

Pourtant, le gouvernement dans son projet de budget aggrave encore la situation en s'attaquant notamment aux plus précaires et aux malades en gelant les prestations sociales et en réduisant le rôle protecteur de la sécurité sociale. Il baisse aussi les moyens de nos services publics et gèle le salaire des fonctionnaires pourtant en première ligne encore cet été pour sauver des vies et répondre aux besoins de la population face aux canicules et aux mégafeux. Face aux défis climatiques et technologiques qui nous attendent, une politique industrielle n'est plus une option : elle est une nécessité absolue qui fait pourtant toujours cruellement défaut.

La mobilisation des lycéen·nes et des étudiant·es est légitime. Leur colère, leurs inquiétudes et leurs revendications doivent être entendues et prises en considération. Dans le respect de l'indépendance du mouvement lycéen, nos organisations partagent les revendications pour de meilleures conditions d'étude et davantage d'égalité. Nous soutenons le droit des lycéen·nes et des étudiant·es à se mobiliser, à manifester et à se réunir pacifiquement, librement et en sécurité.

Par ailleurs, face à l'escalade répressive de la période, nous condamnons fermement les atteintes au droit constitutionnel, au fondement démocratique que constitue le droit de manifester. Nous ne négocierons pas notre droit à nous mobiliser !

Manifester ne suffira pas. Pour renforcer la mobilisation et aller gagner les victoires sur nos revendications, le mot d'ordre unitaire est clair et précis : c'est par la grève massive que nous obtiendrons satisfaction sur nos revendications : des moyens pour vivre dignement, MAINTENANT !

Nous exigeons :

- L'ouverture immédiate dans toutes les entreprises et dans toutes les branches de négociations pour augmenter les salaires et réaliser l'égalité salariale Femmes Hommes
- L'augmentation des pensions des retraités, pour le régime de base comme pour les retraites complémentaires AGIRC ARRCO
- L'augmentation de la valeur du point d'indice des fonctionnaires et des mesures de revalorisation des carrières de la fonction publique
- L'augmentation du SMIC et de toutes les aides sociales (APL, allocations familiales, bourses étudiantes, RSA...)
- Une planification environnementale et industrielle pour relocaliser et décarboner notre industrie. Des moyens pour lutter contre le réchauffement climatique et adapter notre société : isoler les bâtiments, végétaliser les villes, développer les transports collectifs décarbonés
- L'augmentation des moyens de nos services publics pour préparer l'avenir, former les jeunes, soigner et accompagner nos aînés et faire face au dérèglement climatique
- Des mesures de justice fiscale pour taxer les patrimoines, les héritages et les dividendes, l'évaluation, le conditionnement et le redéploiement des 211 milliards d'aides publiques.

Par conséquent, nos organisations (CFDT, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA, CFE -CGC CFTC, Confédération Paysanne, FSE, UP) -appellent l'ensemble des salarié.e.s du public comme du privé à la **grève massive le jeudi 5 novembre**. Actif·ves, jeunes, retraité·es, il est temps de franchir une nouvelle étape de la mobilisation. Nous appelons à organiser des intersyndicales et des AG dans toutes les entreprises et services du département pour amplifier et massifier la grève. Nous appelons à rejoindre la manifestation :

- au départ de Place de Bretagne à Rennes le jeudi 5 novembre à 13h ;
- à Redon 17 h place de Bretagne (devant la sous-Préfecture)
- à Fougères 17h30 place des Chaussonnières ;
- à 11h à Saint-Malo place de l'Europe (devant la médiathèque)/

Les organisations syndicales alertent solennellement gouvernement et patronat. La colère est immense. La situation du pays est fragile. Il faut sans attendre répondre aux urgences sociales et environnementales !